



Assistance et Coordination SPS
Agence de Toulouse
18, rue des Cosmonautes – 31400 TOULOUSE
Mail : contact@acoos.fr
www.acoos.fr



MISSION DE COODINATION SPS PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

> OPERATION DE COORDINATION SPS Niv. 2 <

Opération :

Désamiantage, réfection des toitures et décontamination du stock

Centre du Fauga Mauzac
31410 MAUZAC

Maître d'ouvrage :

ONERA
Centre du Fauga Mauzac
31410 MAUZAC

N° ACOOS : 2025-31-063

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
28/01/2026	A	Création
29-01-2026	B	Mise à jour

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.



Sommaire

Table des matières

Préambule.....	4
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	6
Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateurs SPS,.....	9
Organismes institutionnels de la prévention	9
Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	10
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS	11
Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	11
Par rapport aux piétons.....	11
Par rapport aux interdictions de survol.....	11
Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien).....	11
Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	11
Amiante.....	13
Plomb	13
Éléments radioactifs	14
Installations aéro-réfrigérées	14
Matériaux contaminés	14
Véhicules et personnel	14
Points particuliers.....	14
Fléchage - Signalétique d'accès.....	15
Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	15
Équipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	15
Infrastructures de chantier.....	15
Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges.....	16
Protections collectives	16
Plan d'installation de chantier	19
Clôtures.....	21
Stockage des Terres	21
Stockage des déchets	21
Affectation des installations de chantier	22
Dimensionnement du cantonnement.....	22
Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	22
Secours.....	22
Nettoyage et entretien du cantonnement	22
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent.....	24
T.O.P - Thèmes Opérationnels Prioritaires (antérieurement METAH/SCALP).....	24
1 - La mise en commun de moyens de protections collective pour prévenir les chutes :	24
Accès sécurisés aux toitures lot 1 – tour d'accès.....	24
Protections collectives périphériques, échafaudages lot 1	24
Mise en commun de l'échafaudage pour toutes les interventions	24
Accès sécurisé et garde-corps périphérique toiture base vie	24
2 - La gestion des manutentions et des approvisionnements :	24
Mutualisation Grue lot Désamianta /Couverture + autres lots suivants besoin chantier.....	24
Mise en place organisation tri des déchets	24
3 - L'hygiène et les conditions de travail	24
Première phase pour réalisation des accès avant démarrage des travaux	24
Nettoyage quotidien base vie par une entreprise de nettoyage extérieure.....	24

Distribution élec. et éclairage assurée au niveau de la base vie et à l'intérieur/extérieur du bâtiment – vérification par organisme compétent.....	24
4 – La Mission CSPS	24
CSPS désigné phase APS	24
CSPS invité à toutes les réunions hebdomadaires + mission complémentaire 3 visites (<i>en plus des réunions</i>)	24
PGC intégré aux CCTP	24
5 – Les interventions ultérieures sur ouvrage	24
Accès sécurité (escaliers/saut de loup..) à tous les niveaux y compris toitures sheds.....	24
Désenfumages ou puits de lumières résistance 1200 joules	24
Généralités	24
Circulations des piétons	25
Circulations horizontales et verticales	25
Généralités	26
Grues mobiles :	26
Grues auxiliaires de chargement de véhicules :	26
Vérification des appareils et des accessoires de levage	26
Examen d'adéquation des appareils et des accessoires de levage	27
Autorisation de conduite	27
Limitation du recours aux manutentions manuelles	27
Les conditions de manutentions des différents matériaux et matériels	27
Déchargement / livraisons	27
Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	28
Evacuation des déchets	29
Matières et substances dangereuses	31
Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier	31
<i>Sujétions liées aux travaux de l'opération à intégrer au</i>	33
Désamiantage.....	33
Etanchéité / Couverture	33
.....	33
<i>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier</i>	34
Horaires de chantier imposés.....	34
<i>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant</i>	35
Règles générales de nettoyage du chantier	35
Objectifs.....	35
<i>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière</i>	36
<i>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants</i>	38
<i>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)</i>	42
<i>Annexes</i>	43

Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir des risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises. ».

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mise en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions, le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

Les dispositions spécifiques au COVID 19 ont été levées le 14 mars 2022.

L'OPPBTP a annoncé la fin de l'application des mesures du **guide de préconisations de sécurité sanitaire** pour la continuité des activités de la construction.

Toutefois, la prudence reste de mise, et les entreprises sont invitées à continuer d'appliquer les règles d'hygiène, comme le lavage des mains, le nettoyage des surfaces l'aération des locaux, et le port du masque pour les personnes dont l'état de santé le justifie, ou toutes celles qui le souhaitent pour prévenir la reprise de l'épidémie.



Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application 91-1159 du 26 décembre 1994, pour la réalisation de l'opération :

Désamiantage et réfection des toitures et décontamination du stock

ONERA

Centre du Fauga Mauzac

31410 MAUZAC

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, à savoir :

- a. *Éviter les risques*
- b. *Évaluer les risques qui ne peuvent être évités*
- c. *Combattre les risques à la source*
- d. *Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail, ainsi que le choix des équipements et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé*
- e. *Tenir compte de l'évolution de la technique*
- f. *Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux*
- g. *Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants*
- h. *Prendre des mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle*
- i. *Donner les instructions appropriées aux travailleurs.*

Les principes : a, b, c, e, f, g et h sont applicables par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Les principes : a, b, c, d, e, f, g, h et i sont applicables par les entrepreneurs.

Les principes : a, b, c, e et f sont applicables par les travailleurs indépendants

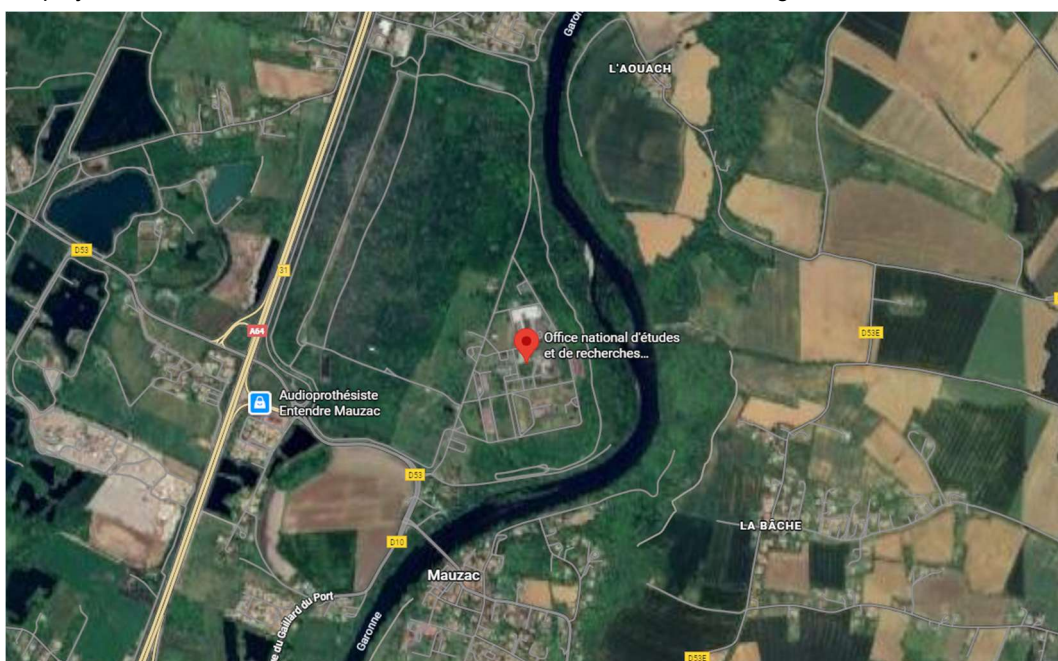
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

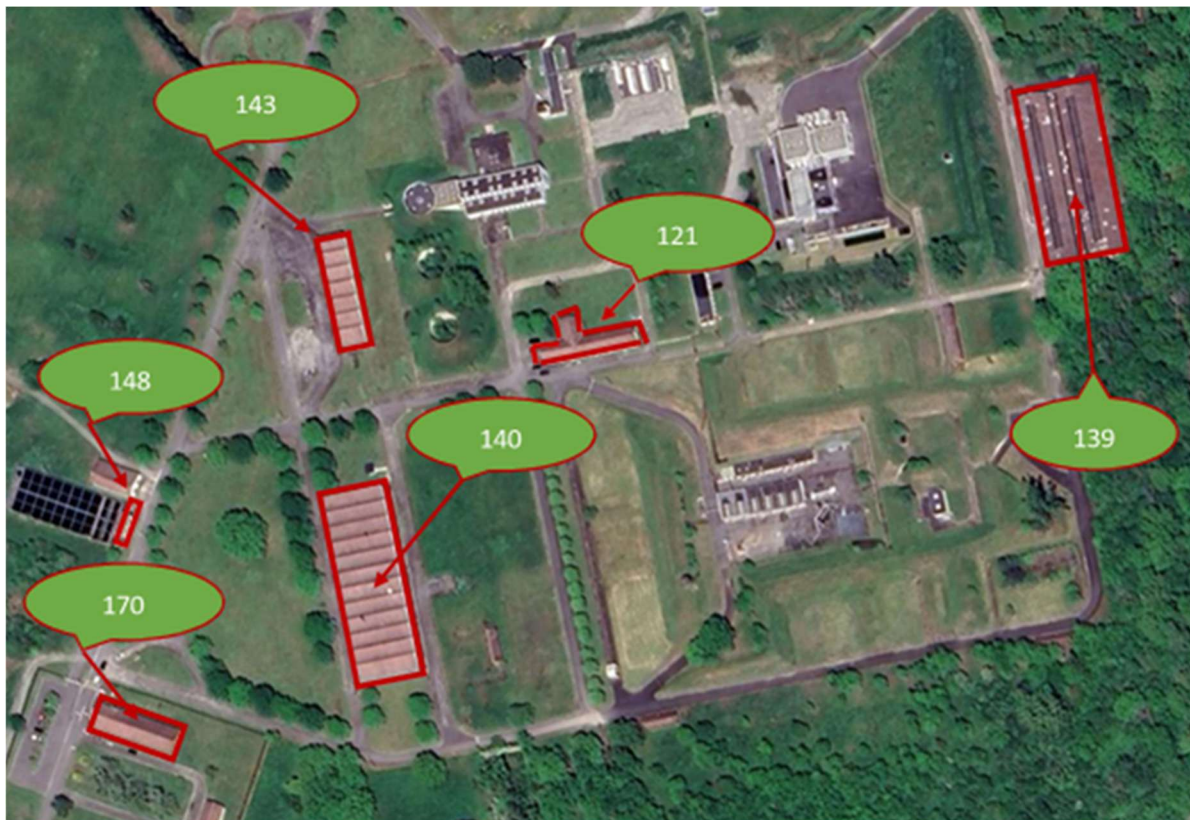
PRESENTATION DU PROJET

Le présent projet concerne les travaux de désamiantage, de couverture et de dépollution de plusieurs bâtiments du site ONERA à MAUZAC.

LOCALISATION DU PROJET

Le projet est situé sur la commune de MAUZAC, ONERA Centre du Fauga Mauzac 31410 MAUZAC







CONTRAINTES DU SITE

Site en activité, présence de personnel pouvant se déplacer sur le site.

Environ 80 personnes travaillent sur ce site.

L'accès au site est restreint

Tout accès au site, pour tous les intervenants, quelle que soit la durée de l'intervention, devra faire l'objet d'une demande spécifique. Pour cela, l'intervenant doit compléter le document « Demande de contrôle primaire y joindre une pièce d'identité en cours de validité.

Les travaux ne peuvent être envisagés qu'en l'absence du personnel d'exploitation.

Le plan d'installation de chantier, ainsi que les zones de stockage devront tenir compte de la présence de l'exploitant.

De même, le mode opératoire devra garantir l'absence de tout risque lié à l'amiante pour le personnel d'exploitation et les livraisons de l'exploitant.

La toiture du bâtiment est en amiante-ciment - **matériau réputé fragile** – présentant un fort risque de casse et de chute au travers de la couverture.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS et modes opératoires les dispositions prises pour supprimer ce risque.

PHASAGE DES TRAVAUX ET CALENDRIER PREVISIONNEL

Les travaux se dérouleront dans un délai global estimé à 4 mois + 1 mois de préparation.

Le début prévisionnel des travaux est prévu en Avril 2026.



INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateurs SPS,...

Intervenants	Représentant	Téléphones / Email
Maître d'ouvrage		
ONERA Centre du Fauga Mauzac 31410 Mauzac	M. Julien Perrimond	06 71 54 18 73 Julien.Perrimond@onera.fr
Maîtrise d'œuvre d'exécution		
IMPERIS 7 rue Vignon 75008 PARIS	M. Adams HINGAN	07 76 54 38 52 Adams.Hingan@imperis.fr
Coordonnateur SPS		
ACOOS S.A.S Agence de Toulouse 18 rue des Cosmonautes 31400 TOULOUSE contact@acoos.fr	<u>Titulaire :</u> C : Mme Carole BLESA R : Mme Carole BLESA <u>Suppléant :</u> R : M. Vincent RUIZ	06 87 02 46 13 carole.blea@acoos.fr 06 07 81 27 85 vincent.ruiz@acoos.fr

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Email
OPPBTP		
Les bureaux de la Cépière - Bâtiment C 3 chemin du Pigeonnier de la Cépière BP 53645 - 31036 TOULOUSE CEDEX 1		05 54 79 42 52
DREETS OCCITANIE		
DDETS Haute Garonne 1, place Emile Blouin 31952 TOULOUSE CEDEX 9	Section 5 de l'unité de contrôle 2 de la Haute Garonne	05 32 98 01 11 ddets-uc2@haute-garonne.gouv.fr
CARSAT		
Prévention des Risques Professionnels 2 rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE CEDEX		0 811 709 731 Fax : 05 62 14 26 92 btp.prev@carsat-mp.fr



Autres intervenants

Intervenants	Représentant	Téléphone Email

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

L'opération est située sur le domaine privée. Pas de proximité avec des ouvrages voisins.

Néanmoins, les entreprises devront prendre toutes les précautions pour que les travaux n'apportent pas de nuisances aux bâtiments qui restent en activité, salissures, détérioration des abords du site, difficultés d'accès..

Les dégradations effectuées lors de la présente opération feront l'objet de réparations à imputer au compte de l'entreprise responsable ou du compte prorata si l'entreprise ne peut être identifiée.

Par rapport aux piétons

Les bâtiments devront être clos en permanence. Une clôture périphérique devra être posée, délimitant la zone chantier et incluant, les zones de base-vie, UMD, zones de stockage et enclos des engins.

Ces zones seront fermées en permanence.

Les clôtures seront de types grillage métallique galvanisé sur plots béton avec jambes de force, et seront liées entre elles par des systèmes de fixation mécaniques. Sur ces clôtures seront affichés des panneaux « Chantier interdit au public », ainsi que la signalétique réglementaire sur les zones de stockage.

Le(s) portail(s) aux zones base-vie et stockage seront fermés et verrouillés pendant les périodes d'inactivité du chantier.

Par rapport aux interdictions de survol

En aucun cas les charges levées par les engins de levage ne devront survoler les voies ouvertes à la circulation.

Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

L'entreprise titulaire du lot 1 prendra connaissance des réseaux existants par tout moyen concernant les réseaux internes au chantier et extérieurs à proximité des ouvrages concernés par les travaux.

Si nécessaire, l'entreprise fera consigner avant toute intervention ces réseaux. Une attestation de consignation devra être

fournie avant travaux au Coordonnateur SPS.

Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Sans objet

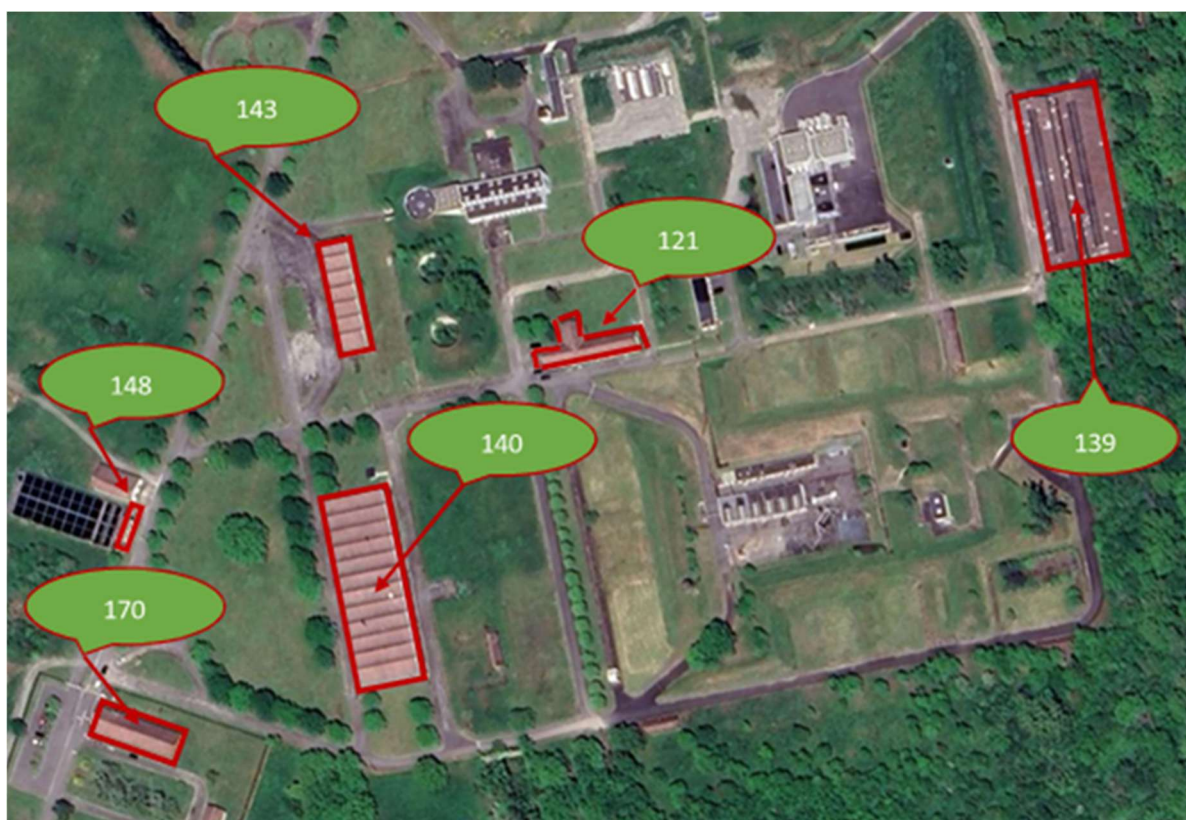
DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

Le présent projet concerne les travaux de désamiantage, de couverture et de dépollution de plusieurs bâtiments du site ONERA à MAUZAC.

Les travaux vont consister en :

- Le retrait et l'évacuation des MCA identifiés, **retrait en Sous-Section 3 (chantier considéré comme une réhabilitation globale)** ainsi que de tout résidu visible ou atteignable (projections ou traces de matériaux contenant de l'amiante) présents dans le périmètre des travaux et ce par bâtiments à traiter et concernant le lot 2, les matériaux et matériels non décontaminables ;
- La décontamination des matériels et équipements pollués ;
- La non-pollution des zones jouxtant le chantier de travaux de traitement de l'amiante. ;
- La restitution des lieux et des locaux à une valeur d'empoussièrement à minima inférieure du seuil de pollution défini dans le code de santé publique (seuil de pollution du code de la santé publique égal à 5 fibres d'amiante par litre d'air au jour de la rédaction du présent CCTP).
- Pose de nouvelles couvertures, comprenant tous les accessoires nécessaires à la bonne exécution, ainsi qu'une bonne étanchéité de celles-ci.

Cf. Plan de toiture ci-contre :



Tous les autres bâtiments sont recouverts de plaques en fibrociment, et sont dans le périmètre des travaux.

Présence d'amiante dans les plaques ondulées des toitures

Les travaux sont répartis en 2 lots distincts :

LOT 1 : RÉFECTION DE COUVERTURE EN AMIANTE CIMENT (Désamiantage et réfection de la couverture)

LOT 2 : DÉCONTAMINATION

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

Les rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux ont été réalisés par AC ENVIRONNEMENT et SOCOLAB ENVIRONNEMENT (pour le bâtiment 140)

Bâtiment 170 - Référence : 002EX047093 – Du 02/12/2025

- CONCLUSIONS : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Bâtiment 140 - Référence : 002EX047089 – Du 02/12/2025 - Référence : 002EX047117 – Du 02/12/2025

N° de dossier : 2025/06/20/0108 – Du 20/06/2025

- CONCLUSIONS : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Bâtiment 148 - Référence : 002EX047115– Du 01/12/2025

- CONCLUSIONS : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Bâtiment 121 - Référence : 002EX047095– Du 02/12/2025

- CONCLUSIONS : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Bâtiment 143 - Référence : 002EX047091– Du 02/12/2025

- CONCLUSIONS : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Bâtiment 139 - Référence : 002EX047087– Du 02/12/2025

- CONCLUSIONS : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Les rapports complets sont joints au dossier de consultation

Plomb

Sans objet

Transformateurs

Sans objet.

Eléments radioactifs

Sans objet.

Installations aéro-réfrigérées

Sans objet.

Matériaux contaminés

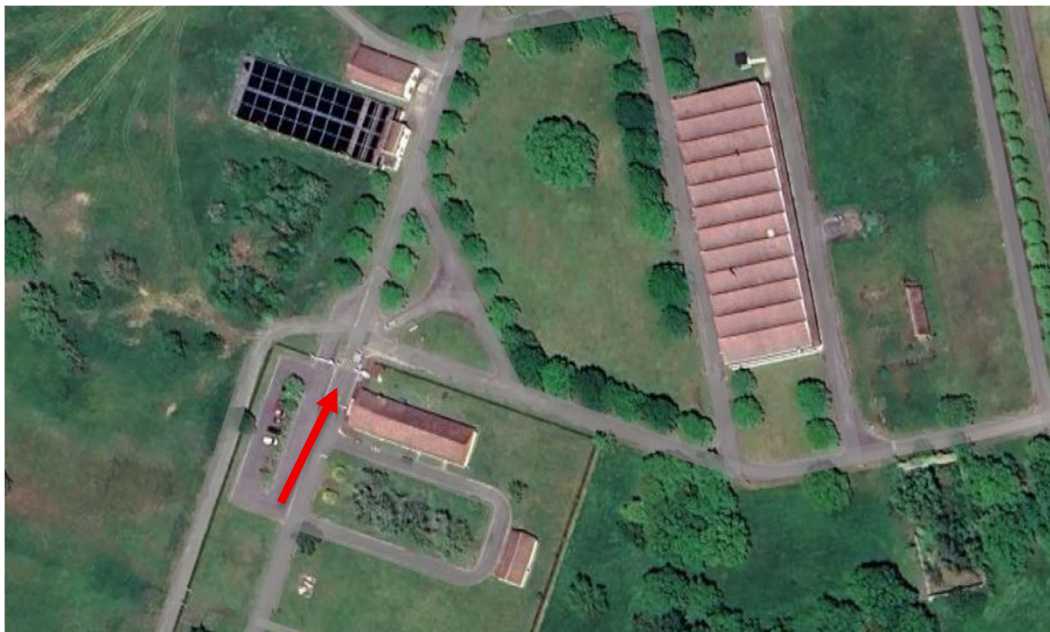
L'isolant et les dalles de faux-plafond polluées par des fibres d'amiante sont à considérer comme déchets amiantés.

De même Tous les éléments stockés en sous face des toitures polluées par des fibres d'amiante sont à considérer comme déchets amiantés.

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera par l'entrée unique du site



RAPPEL : L'accès au site est restreint

Tout accès au site, pour tous les intervenants, quelle que soit la durée de l'intervention, devra faire l'objet d'une demande spécifique. Pour cela, l'intervenant doit compléter le document « Demande de contrôle primaire y joindre une pièce d'identité en cours de validité.

Durant la phase de préparation de chantier un plan d'accès et de circulation sera mis au point par l'entreprise titulaire du lot 1 et sera soumis à l'approbation du MOA, du MOE, du CSPS.

Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements seront clairement indiqués sur les plans d'installation de chantier.

Points particuliers

Stationnement possible aux abords de chaque zone de travaux.

Pendant toute les phases, de travaux, les lots devront le nettoyage des voies et abords du chantier autant



que nécessaire.

Fléchage - Signalétique d'accès

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC », ainsi que la signalétique spécifique aux travaux de retrait et de stockage de produits amiantés.

Outre l'affichage de la déclaration de travaux suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

L'entreprise en charge du lot installation de chantier devra l'affichage et le maintien de la déclaration et du panneau d'affichage des entreprises.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention. **L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.**

Sur le chantier, chaque salarié devra être en possession en permanence de sa Carte d'Identité Professionnelle, apposée sur son casque de chantier. Chaque salarié devra décliner son identité et présenter sa carte sur simple demande au maître d'ouvrage ou à la personne mandatée par le maître d'ouvrage pour vérification. **Les salariés qui ne seront pas en possession d'une Carte d'Identité Professionnelle valide ne pourront rester sur le chantier.**

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

Tout le personnel encadrant, et toute personne devant pénétrer sur le chantier est également tenu au port des EPI.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Infrastructures de chantier

L'entreprise de Désamiantage-couverture, fera son affaire de la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier) relevant de son intervention.

Elle a particulièrement à sa charge les installations nécessaires aux travaux de désamiantage : unité de décontamination, ainsi que tous les moyens nécessaires au stockage de matériaux contaminés avant évacuation.

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

L'Entreprise de Désamiantage-couverture devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace est limité, manutention, circulation, échafaudages, levage, gestion des déchets...).

La recommandation CNAMTS R 477 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), édition août 2015, sera appliquée.

Une tour d'accès, sapine, sera mise en place pour la durée complète du chantier et pour chaque zone de travaux, tous les bâtiments.

La tour d'accès devra être contrôlé et l'affichage du PV de conformité et de mise à disposition devra être affiché avant toute utilisation.

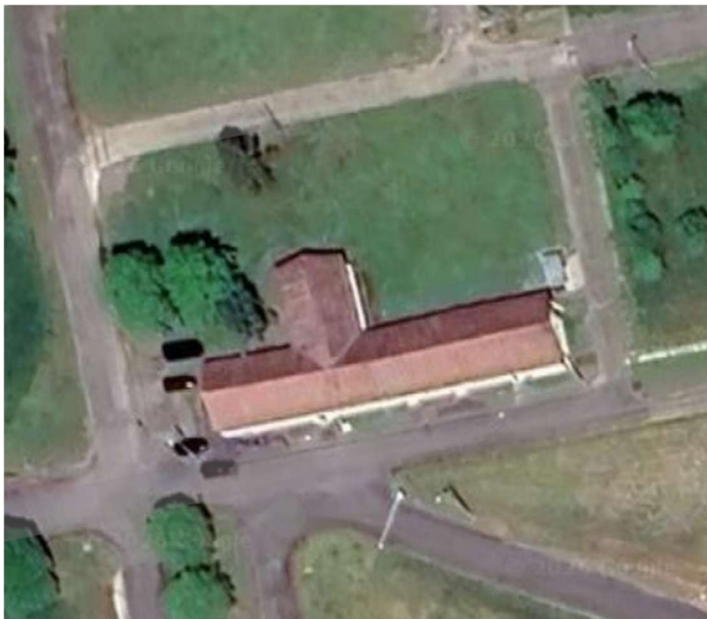
Protections collectives

L'Entreprise de Désamiantage-couverture aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives, confortements et clôtures du chantier dans le cadre des travaux relevant de son marché.

Compte-tenu de l'impossibilité de mettre en place ou de garantir la résistance de garde-corps ancrés au bâtiment, la mise en place d'un échafaudage de pied en périphérie du bâtiment est à retenir, cette mesure sera complétée par la pose de ligne de vie provisoire durant l'exécution des travaux et par la pose de filet en sous-face de charpente.

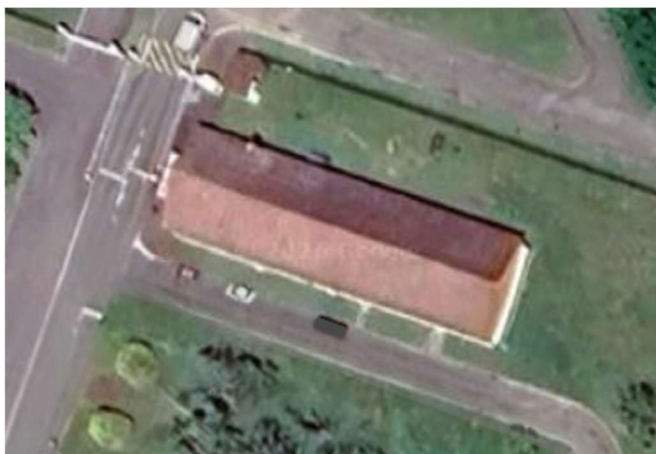
Détail des protections collectives et accès par bâtiment définies au CCTP

Bâtiment 121 :



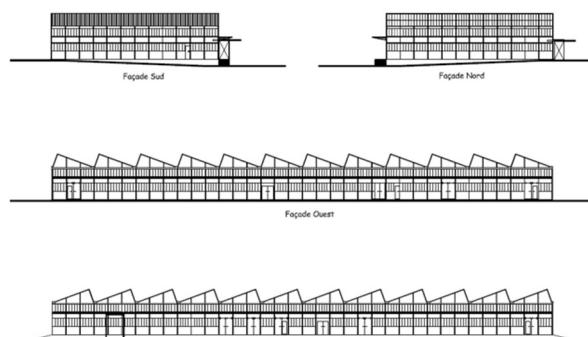
- Un échafaudage devra être monté en périphéries du bâtiment pour assurer une sécurité anti chutes. De plus deux sapines d'accès devront être mise en place, une pour l'accès aux travaux de désamiantage et l'autre pour les travaux de couverture.

Bâtiment 170 :



- Un échafaudage devra être monté en périphéries du bâtiment pour assurer une sécurité anti chutes. De plus deux sapines d'accès devront être mise en place, une pour l'accès aux travaux de désamiantage et l'autre pour les travaux de couverture.
- Un tunnel de protection des piétons devra être monté au droit de l'entrée au bâtiment.

Bâtiment 140 :



Le bâtiment 140 est un bâtiment abritant des ateliers et des magasins. Le bâtiment sera vide de tout occupant à l'exception de la zone du RDC.



- L'entreprise réalisera l'isolement (étanchéité à l'air et à l'eau) des locaux utilisés pendant la durée des travaux, ainsi que le calfeutrement de la zone occupée vis-à-vis de la zone de travaux. L'espace maintenu clos vis-à-vis du chantier comporte un accès qui devra être dédié au personnel.
- Pose de Filets antichute en protection de l'ensemble des verrières avec pour objectif : protéger la chute de personne (Conformes aux normes, NF EN1263-1 et NF EN 1363-2) ;

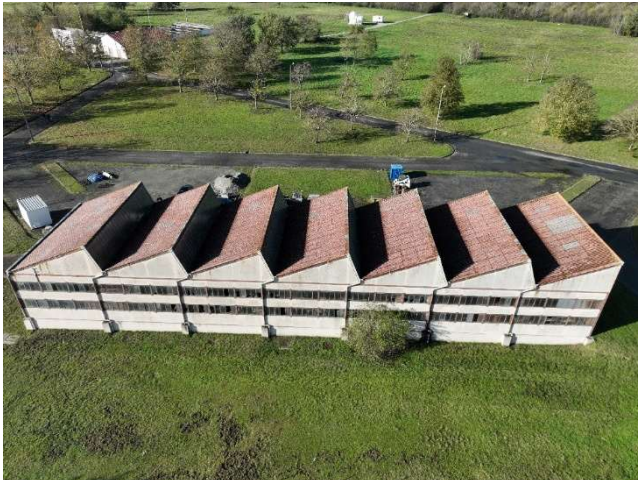
- Des sapines d'accès aux toitures sheds devront être mise en place, distinctes pour l'accès aux travaux de désamiantage et pour les travaux de couverture.
- La pose de lignes de vie provisoires, destinées aux travaux, en nombres suffisants pour accès en tous les ponts de la toiture shed sera réalisée.

Bâtiment 148 :



- Une sapine d'accès à la toiture devra être mise en place.
- La pose des filets de sécurité en sous face des couvertures devra être réalisée
- La pose de lignes de vie provisoires, destinées aux travaux, en nombres suffisants pour accès en tous les ponts de la toiture sera réalisée.

Bâtiment 143 :



- Lors des travaux préparatoires, il est demandé la pose de Filets antichute en protection de l'ensemble des verrières avec pour objectif : protéger la chute de personne (Conformes aux normes, NF EN1263-1 et NF EN 1363-2),
- La pose de lignes de vie provisoires, destinées aux travaux, en nombres suffisants pour accès en tous les ponts de la toiture sera réalisée.
- Des sapines d'accès aux toitures sheds devront être mise en place, distinctes pour l'accès aux travaux de désamiantage et pour les travaux de couverture.

Bâtiment 139 :



- Des sapines d'accès aux différents versants devront être mise en place..
- La pose des filets de sécurité en sous face des couvertures devra être réalisée
- La pose de lignes de vie provisoires, destinées aux travaux, en nombres suffisants pour accès en tous les ponts de la toiture sera réalisée.
- La pose de lignes de vie provisoires, destinées aux travaux, en nombres suffisants pour accès en tous les ponts de la toiture sera réalisée.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Sans objet

INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'entreprise en charge du lot 1 Désamiantage – Couverture précisera dans son PIC. les dispositions prises pour assurer l'accueil de ses salariés, en complément des dispositions relatives aux travaux de désamiantage

Les travaux ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier adaptés aux effectifs des entreprises intervenantes.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise titulaire du lot1 désamiantage - Couverture, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les effectifs et les besoins de stockage.

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise soumettra à l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur sécurité et Protection de la Santé les plans d'installation de chantier qui devront préciser dans les différentes phases du chantier, au minimum les points suivants :

- L'implantation des ouvrages
- Les accès, clôtures, portails zones de circulation
- La distribution d'eau et d'électricité, l'évacuation des eaux usées
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage du chantier
- Les zones de stockage de matériel et matériaux
- Zones et mode de stockage de produits polluants
- Les zones devant impérativement rester libres pour permettre un accès rapide et en tout point du chantier des véhicules d'intervention et de secours.
- L'implantation connue des engins de levage

- Les installations d'accueil des salariés
- L'emplacement des bennes à déchets avec la cinématique d'amenée / reprise
- La position du point de rassemblement
- Tout renseignement qu'elle jugera utile pour la bonne organisation du chantier



Clôtures

L'entreprise réalisant les clôtures aura à sa charge les portails avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou les déplacements éventuels des clôtures dans le cadre de modification de l'emprise des zones des travaux.

La position des clôtures et portails figurera sur le plan d'installation de chantier

Stockage des Terres

Sans objet.

Stockage des déchets

L'entreprise du lot 1 Désamiantage – Couverture devra effectuer le double ensachage de tout matériau, produit ou équipement contenant -ou contaminé par-des fibres d'amiante. Ce double ensachage s'accompagnera de l'étiquetage amiante, et sera mis en big-bag ou palette filmée avant la mise en stockage provisoire sur une zone dédiée, inaccessible au public et au personnel non-formé au risque amiante.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

PRESTATIONS		Mise en œuvre	A charge de	Entretien et/ou Nettoyage - consommations	A charge de
		Par		Par	
PHASE CHANTIER –					
1 - INSTALLATIONS COMMUNES					
	<ul style="list-style-type: none"> Vestiaire Réfectoire Sanitaire 	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1
	Dimensionnement adapté aux effectifs	Lot N°1	Lot N°1		
	- Nettoyage – évacuation des déchets			-	
	Bennes pour tri sélectif avec affichage	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1
	Mise en place de clôtures de chantier	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1
	Portail d'accès chantier	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1
	Clôture et Signalétique	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1
1 - INSTALLATIONS SPECIFIQUES					
	Unité mobile de décontamination	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1
	Aménagement et gestion de la zone « déchets amiantés »		Lot N°1	Lot N°1	Lot N°1

Dimensionnement du cantonnement

Les cantonnements seront dimensionnés en fonction des effectifs de pointe des chantiers.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Les consignes d'alerte des secours seront affichées dans bureau de chantier et tous les chefs d'équipes de tous les corps d'état devront être équipés de téléphone portable.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront assurés par les entreprises présentes sur le chantier

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Lot N°1	Lot N°1
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Lot N°1	Lot N°1
Toutes les entreprises sont invitées à sensibiliser leurs salariés à faire preuve de civisme pour assurer la pérennité et la propreté de ces installations	Tous	



AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains ou aériens.
Envoi du PPSPS	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Désamiantage
Arrêté de Restriction de Circulation si nécessaire	Services techniques communaux	Désamiantage

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

APPLICATIONS DES RECOMMANDATIONS

T.O.P - **T**hèmes **O**opérationnels **P**rioritaires (*antérieurement METAH/SCALP*)

1 - La mise en commun de moyens de protections collective pour prévenir les chutes :

Accès sécurisés aux toitures lot 1 – tour d'accès

Protections collectives périphériques, échafaudages lot 1

Mise en commun de l'échafaudage pour toutes les interventions

Accès sécurisé et garde-corps périphérique toiture base vie

2 - La gestion des manutentions et des approvisionnements :

Mutualisation Grue lot Désamianta /Couverture + autres lots suivants besoin chantier

Mise en place organisation tri des déchets

3 - L'hygiène et les conditions de travail

Première phase pour réalisation des accès avant démarrage des travaux

Nettoyage quotidien base vie par une entreprise de nettoyage extérieure.

Distribution élec. et éclairage assurée au niveau de la base vie et à l'intérieur/extérieur du bâtiment – vérification par organisme compétent

4 – La Mission CSPS

CSPS désigné phase APS

CSPS invité à toutes les réunions hebdomadaires + mission complémentaire 3 visites (*en plus des réunions*)

PGC intégré aux CCTP

5 – Les interventions ultérieures sur ouvrage

Accès sécurité (escaliers/saut de loup..) à tous les niveaux y compris toitures sheds

Désenfumages ou puits de lumières résistance 1200 joules

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

Toutes les voiries, cheminements et accès seront nettoyés et entretenus par les entreprises présentes sur le chantier.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit.

Lors de toute manœuvre de camions et engins aux abords du chantier, un homme de trafic devra obligatoirement les guider (sorties, déchargement...).

Les véhicules d'urgences devront pouvoir accéder librement et à tout moment.

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par l'entreprise titulaire du lot 1.

L'entreprise titulaire du lot 1 assurera l'entretien durant toute la durée de son intervention.

Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur des chantiers.

Tout intervenant est tenu de baliser ou de neutraliser la zone de son intervention.

Circulations horizontales et verticales

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier. Les circulations piétons seront clairement identifiées et séparées des circulations d'engins et véhicules.	Lot N°1
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Lot N°1



Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Protections collectives en toiture	Les protections collectives seront mises en place avant toute intervention. Un échafaudage de pied sera mis en place si la structure du bâtiment ne permet pas la fixation des protections collectives de chantier.	Lot N°1

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAM.

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :
la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite.

les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) ;

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	Entreprises concernées par des manutentions
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	Entreprises concernées par des manutentions

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;

comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;

périodiquement vérifiées.



Examen d'adéquation des appareils et des accessoires de levage

Conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004 - Article 5, un examen d'adéquation de l'appareil de levage et de ses supports sera réalisé avant toute utilisation.

On entend par « examen d'adéquation d'un appareil de levage » l'examen qui consiste à vérifier qu'il est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer, ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés, et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'appareil définies par le fabricant.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc...).

Les conditions de manutentions des différents matériaux et matériels

En particulier en ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles

- La législation du travail impose une limitation à l'emploi du transport de charges de façon manuelle, elles doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une organisation particulière (Code du Travail).
- Tout engin de levage sur le site ne sera autorisé qu'après accord du Coordonnateur.
- Aucun appareil de manutention ne sera admis à manœuvrer sur le chantier s'il n'est pas conforme au Code du Travail et n'a pas fait l'objet depuis moins de 6 mois de vérifications et essais tels que prévus par l'Arrêté Ministériel du 1^{er} Mars 2004.
- Les équipements de travail démontables ou mobiles, qui servent au levage de charges, doivent être utilisés de telle façon à garantir la stabilité de l'équipement de travail durant son emploi, dans toutes les conditions prévisibles y compris la tenue des appuis (code du travail)
- Chaque appareil devra être conforme aux dernières normes NF en vigueur, posséder sa fiche d'identification.
- Contrôle par un organisme agréé avec maintien de la conformité du matériel durant les travaux.
- L'entreprise utilisatrice fournira les justificatifs de conformité de ces appareils de levage ou de manutention.
- Si l'entreprise a recours à la location d'appareils ou engins de levage, procédures identiques à respecter.
- Panneaux de signalisation, sortie de camions au débouché des pistes sur les routes
- Balisage de la zone d'approvisionnement pour l'isoler de celle accessible au public. Klaxon de recul.
- Pas de passage dans la zone d'évolution des camions.
- Chef de manœuvre, guidage des camions, aide à la circulation. Elingage correct
- Le planning des livraisons à volume sera spécifié dans le planning général.
- L'entreprise avant la mise en service de l'engin transmettra au coordonnateur SPS, les détails des fixations, des charges, des efforts possibles, des conditions d'emploi, de la vérification par un organisme, et coordonnées du responsable de l'engin sur le site.
- L'entreprise devra s'assurer de la nature des sols sur lequel l'engin prendra position afin de supprimer tout risque de renversements pendant les opérations de levage, de la présence des réseaux, cavités, etc.
- Tous dispositifs de manutention non prévu au PPSPS feront l'objet d'une demande auprès du Coordonnateur SPS par l'entreprise, avant la mise en service de l'engin.

Déchargement / livraisons

Pour toutes les livraisons autres que :

- Les produits en vrac
- Le béton prêt à l'emploi
- Les éléments préfabriqués de grande dimension
- Les éléments livrés par transport exceptionnel

Un Document Harmonisé d'organisation des livraisons doit être rédigé (cf. annexe. Modèle de DHOL)

- Chaque entreprise gérera les livraisons et la manutention de ses approvisionnements.



- Les entreprises devront indiquer avec précision la méthode et les moyens prévus pour réaliser leurs Manutentions (protocole).
- Zones stockage minimales et si possible directement sur le lieu.
- Pas de stockage dans une voie de circulation ou en dehors de l'emprise du chantier réalisé par les entreprises
- Libre passage sur la voie de circulation ou d'accès pendant les opérations de déchargement.
- Dispositions afin d'éviter le survol des circulations par des charges.
- Evaluer la mise en place d'un périmètre de sécurité lors des manutentions et de pose.
- Les zones de levage, de manœuvre, seront balisées et interdites aux personnes extérieures ; présence de guides, chef de manœuvres.
- En préalable à toute manutention par une grue de levage, un examen d'adéquation devra être réalisé et formalisé.

Cet examen comprendra à minima les points suivants :

- Adéquation du moyen de levage à la charge à lever
- Adéquation des accessoires de levage
- Adéquation de la grue à son environnement

Accès au chantier

Calcul des appuis

Distance au bord des remblais, fossé ou fouilles

Visibilité

Environnement particulier

Interférence avec des appareils de levage

Prise en compte des conditions climatiques

Prise en compte des obstacles fixes

Vérification de l'absence de réseaux enterrés sous les appuis de la grue

- Le matériel devra être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient. Arrimage, guidage, exécuté par du personnel de l'entreprise dûment formé à ces tâches.
- Le planning des livraisons sur chaque site: voir planning général du chantier.

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité adéquats et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

- **Pas d'élingue accrochée aux dents d'un godet**
- **Pas d'élingue suspendue aux fourches d'un chariot élévateur**



CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Evacuation des déchets

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Déchets amiantés	Les déchets amiantés seront identifiés et stockés conformément aux dispositions décrites dans le PRE	Lot N°1
Bennes à déchets	Mise à disposition de bennes pour tri sélectif hors déchets amiantés	Lot N°1
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indiquera la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par l'entreprise.	Lot N°1

TRAVAUX DE DESAMANTAGE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé. L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	Lot N°1
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none">- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;- Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ;- .../... Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	Lot N°1



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mesures de prélèvement atmosphérique	<p>Des mesures réalisées sur prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage de manière à déterminer le niveau d'empoussièrement :</p> <ul style="list-style-type: none">- Pendant les travaux de désamiantage, mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;- Avant démantèlement du confinement, prélèvement d'air en zone confinée : « contrôle de première restitution » suivant article R. 4413-140 du code du travail.	Lot N°1



CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés au centre de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture...).

Ces produits ne devront pas être mis dans les bennes à déchets mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets.

Il en sera de même des terres polluées issues des fouilles.

PROTECTIONS COLLECTIVES

Trois grands principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

1. Chaque entreprise est responsable de la santé et de la sécurité de ses salariés,
2. La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises réclame que l'entreprise principale (gros œuvre) soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives.
3. Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs.

PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Il est de la responsabilité de chaque entreprise de fournir à ses salariés tous les équipements de protection individuelle nécessaires à la préservation de la santé et de l'intégrité physique de ceux-ci, et de les former à leur utilisation si nécessaire.

De même, il est de la responsabilité du salarié de prendre soin, en fonction de sa formation et de ses possibilités, de sa santé et de sa sécurité et de celle des autres personnes concernées par ses actes ou omissions au travail.

- ***Le port du casque est obligatoire en permanence.***
- ***Le port des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tout le personnel, et ce quelle que soit l'entreprise ou l'activité du salarié.***
- ***La tenue de travail de chaque salarié doit être intégrale et adaptée à la tâche à effectuer. Les tenues inflammables doivent être proscrites.***
- ***Les entreprises mettront à disposition de leur personnel les équipements et les protections individuelles adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention. (gants, lunettes, masques respiratoires, protections auditives, etc.) et vérifieront l'utilisation effective de ces EPI.***
- ***Le chef d'entreprise doit former tous les salariés susceptibles d'utiliser un harnais.***

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

L'article suivant concerne tous les types d'échafaudage : roulants, fixes, plateforme tubulaire de travail, etc.

R. 4323-69 : Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Le contenu de cette formation est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17. Il comporte, notamment :



- 1° La compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage ;
 - 2° La sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage ;
 - 3° Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;
 - 4° Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourrait être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;
 - 5° Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles ;
 - 6° Tous autres risques que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter.
- Cette formation est renouvelée dans les conditions prévues à l'article R. 4323-3.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	L'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie Pour ses autres besoins particuliers, chaque entreprise devra avoir son propre matériel.	Tout corps d'état

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.	Lot concerné
	Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, sous-sols insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot concerné
Travaux en coactivité simultanée ou successive	Les entreprises formaliseront dans leurs modes opératoires les modalités liés à la coactivité : <ul style="list-style-type: none">• Aucune coactivité simultanée ne peut avoir lieu entre l'entreprise réalisant le retrait d'amiante et l'entreprise réalisant les travaux de couverture.• En ce qui concerne la coactivité successive, les entreprises préciseront les dispositions prises pour assurer la sécurité de leurs salariés, notamment vis à vis du risque de chute de hauteur.	



Sujétions liées aux travaux de l'opération à intégrer au PPSPS

MESURES OBLIGATOIRES APPLICABLES AUX DIFFERENTS LOTS

Les entreprises du lot N°1 se conformeront sans restriction aux prescriptions du CCTP établi par IMPERIS pour l'établissement des modes opératoires et la réalisation de travaux.

Les moyens nécessaires à mettre en œuvre seront exprimés dans les divers PPSPS des entreprises concernées. Chaque entreprise devra présenter un projet de PPSPS lors de son inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Dans son PPSPS, chaque entreprise précisera les modalités d'approvisionnement des matériaux et matériels jusqu'au poste de travail.

Les prescriptions indiquées ci-dessous sont à prendre en compte par l'ensemble des différents intervenants sur le site et les moyens nécessaires à mettre en œuvre seront exprimés dans les divers PPSPS des entreprises concernées.

Les entreprises se conformeront scrupuleusement aux exigences du décret du 8 janvier 1965 modifié par le décret du 1^{er} septembre 2004. Elles mentionneront clairement et en détail, dans le mode opératoire et l'analyse de risques de leurs PPSPS, les dispositions qu'elles envisagent de mettre en place, prendront toutes mesures et dispositions pour que les approvisionnements n'obligent pas leur personnel à s'exposer à des risques de chute, et définiront entre elles les protections collectives à installer de manière à ce qu'elles soient compatibles avec l'exécution des travaux.

Elles suivront, en outre les prescriptions des pièces du DCE, notamment le descriptif TCE établi par PM2O et solliciteront l'avis du Maître d'œuvre en cas d'imprécision ou de contradiction entre les pièces du dossier.

Désamiantage

Les dispositions du Plan de Retrait. doivent être suivies sans dérogation

- **Interdiction formelle de marcher directement sur la couverture en fibro-ciment : risque grave de chute de hauteur. Des éléments de type « Sécuriplac » ou tout autre dispositif similaire devront impérativement être mis en place pour la circulation en toiture.**
- **Protection individuelle pour parer le risque lié aux chutes de hauteur au travers des matériaux réputés fragiles**

Etanchéité / Couverture

- Toutes les dispositions seront prises afin que les approvisionnements n'obligent pas le personnel à s'exposer à des risques de chute. Tous les accès et circulations en toiture devront être sécurisés avant intervention
- **Interdiction formelle de marcher directement sur la couverture en fibro-ciment : risque grave de chute de hauteur. Des éléments de type « Sécuriplac » ou tout autre dispositif similaire devront impérativement être mis en place pour la circulation en toiture.**
- **Protection individuelle pour parer le risque lié aux chutes de hauteur au travers des matériaux réputés fragiles**
- Le type, la nature, les emplacements et les modes de fixation des protections collectives provisoires et définitives à installer pour empêcher les chutes de hauteur (en rives et en sous-faces) seront définies en collaboration avec l'entreprise de désamiantage de manière à être compatibles avec l'exécution des corps d'état concernés.
- L'accès aux espaces situé sous les zones en travaux devra être interdit au moyen de barrières.
- Les règles de prévention contre les risques d'incendie et d'intoxication devront être scrupuleusement respectées, et en particulier le respect des règles de stockage des bouteilles de gaz, la vérification des chalumeaux et de leurs tuyaux d'alimentation, la mise en place d'un bac de rétention, ainsi que la mise à disposition d'extincteurs adaptés aux types de feux possibles, à proximité immédiate des postes de travail.



Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés sur un site en exploitation nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires d'ouverture et de fermeture du chantier seront impérativement coordonnées avec les périodes d'exploitation du magasin.

Aucune coactivité ne peut être envisagée entre les travaux et l'exploitation ou les livraisons, et *a fortiori* avec la présence de la clientèle

Les créneaux d'intervention seront donc exclusivement ceux pendant lesquels les entreprises sont strictement seules sur le site

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des circulations et accès, ou des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.



Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DES VOIES DE CHANTIER ET DES VOIES DU DOMAINE PUBLIC

L'entreprise du lot 1 aura à sa charge l'entretien des voies de chantier et du domaine public durant son intervention.

Il ne sera pas toléré de salissures sur le domaine public et l'entreprise mettra en œuvre tout dispositif nécessaire et suffisant pour assurer le maintien dans un état irréprochable du domaine public. Il en sera de même pour les voies de chantier.

En cas de désaccord, le CSPS demanderait à la maîtrise d'œuvre de faire réaliser les nettoyages et entretien nécessaires au compte des entreprises concernées.

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **§ conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses chutes et déchets **quotidiennement** jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyés au jet d'eau avant de sortir du chantier.

Il ne sera pas toléré de salissures sur le domaine public et l'entreprise de gros œuvre mettra en œuvre tout dispositif nécessaire et suffisant pour assurer le maintien dans un état irréprochable du domaine public. Il en sera de même pour les voies de chantier.

En cas de désaccord, le CSPS demanderait à la maîtrise d'œuvre de faire réaliser les nettoyages et entretien nécessaires au compte des entreprises concernées.

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Ces impacts sont de tous ordres :

- Bruits
- Déchets et salissures
- Poussière
- Gènes diverses aux riverains et usagers de la route

Cette préoccupation devra être constante dans l'esprit des responsables sur site de chaque entreprise.



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : Tél. 18 ou SAMU : Tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

En donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à **SAUVETERRE DE GUYENNE 6 Bricomarché Route de Libourne ,**
Face au SUPER U
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail pour chaque entreprise employant plus de 3 salariés sur le chantier.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Sans objet pour le présent chantier.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;

travaux temporaires en hauteur sous EPI ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé



RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portable :

locaux de stockage ;

vestiaires ;

réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

travaux de soudage et tous les travaux par points chauds

utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 112 avec portable.

Prévenir également le poste de garde pour diriger les secours au 05.61.56.63.91

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

- DISPOSITIONS EN CAS DE FORTES CHALEURS

Les risques et plan d'action liés au travail par fortes chaleurs doivent être évalués dans les DU d'évaluation des risques de chaque entreprise.

En cas de fortes chaleurs, les chefs d'entreprises doivent suivre l'évolution des canicules, pour adapter les actions (4 niveaux de canicules).

Dispositions en annexe



Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
SOUS TRAITANCE La sous-traitance de 2 ^{ème} rang n'est pas autorisée	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	
TRAVAIL DETACHE Chaque entreprise devra fournir une déclaration sur l'honneur indiquant qu'elle ne fait pas appel à des travailleurs détachés. Si une entreprise fait appel à des travailleurs détachés, elle fournira avant toute intervention la déclaration de détachement ainsi que le document désignant le représentant de l'entreprise en France.	Toutes les entreprises agréées par le Maître d'ouvrage	Art. L1262.1 et suivants

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage : <ul style="list-style-type: none">- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie.- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none">- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94- art. L.4531-1 à L. 4531-18- art. R. 4532-38- art. R. 4532-95



VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>L'entreprise viendra à cette inspection commune avec son projet de PPSPS.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particulier précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none">- les consignes à observer et à transmettre ;- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none">- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;- de l'entreprise sur les autres intervenants ;- de l'entreprise sur ses propres salariés.	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>ACOOS 18 rue des Cosmonautes 31400 TOULOUSE carole.blesa@acoos.fr contact@acoos.fr</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBT, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBT :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.		

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Œuvre</p>	Articles R. 4532-13

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'œuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'œuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination. La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Coordonnateur SPS</p>	Articles R. 4532-47 et 48



SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La sous-traitance de 2^{ème} rang n'est pas autorisée</p> <p>L'entreprise titulaire du marché à l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;

son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;

une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

L'ensemble du personnel devra pouvoir être identifié par un badge sur lequel seront indiqués : le nom de l'entreprise avec son logo, le nom du salarié, sa photo d'identité.

Sur ce chantier, le service BATI VIGIE sera utilisé. Les entreprises devront donc renseigner la base de donnée Bati Vigie du nom de tous les salariés travaillant sur le chantier. Chaque salarié devra décliner son identité sur simple demande au Coordonnateur SPS pour vérification. Les salariés dont les noms n'auront pas été déclarés sur BATI VIGIE ne pourront rester sur le chantier.



PRET DE MAIN D'ŒUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.

Heures de présence et emploi sur le chantier.

L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans Objet



Annexes

ANNEXE 1 : LISTE DES LOTS ET ENTREPRISES DESIGNEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Lots	Titulaire ou ST	Entreprises	Représentant	Téléphone - mail
Lot N°1 Désamiantage REFECTION DE COUVERTURE EN AMIANTE CIMENT				
Lot N°2 DÉCONTAMIN ATION				



ANNEXE 2 : INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Éclairé- Convenablement aéré- Chauffé en saison froide- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)- Nettoyé 1 fois par jour- Exempt de tout stockage de produits et matériaux- Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Éclairé- Chauffé en saison froide- Sol et parois facilement nettoyables- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412, 149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail- Maintenu en état constant de propreté- Installations séparées si personnel mixte- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Sièges en nombre suffisant- Armoires individuelles :<ul style="list-style-type: none">- ininflammables- à double compartiment- munies de serrure ou cadenas
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 orifice pour 10 travailleurs- Eau potable- Si possible à température réglable- Moyens de nettoyage- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 lavabo pour 10 travailleurs- Eau potable- Température réglable- Moyens de nettoyage- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches	Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson	Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés- Chasse d'eau- Éclairage- Chauffage en saison froide- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau- Papier hygiénique- Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Tables + chaises en nombre suffisant- Réchaud- Garde-manger- Réfrigérateur si possible- Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Tables + chaises- Réchaud- Garde-manger- Réfrigérateur si possible- Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Tables + chaises en nombre suffisant- Réchaud- Réfrigérateur- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1^{ers} Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).



ANNEXE 3 : FICHE « EN CAS D'ACCIDENT »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier

À **SAUVETERRE DE GUYENNE**

N° **BRICOMARCHE – Route de Libourne –**

En face de... **SUPER U**

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a lieu nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

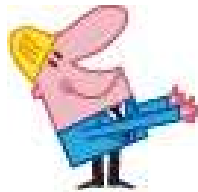
6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



ANNEXE 4 : FICHE « TRI DES DECHETS »



Signalétique pour mieux trier vos déchets de chantier

Déchets inertes					
Déchets non dangereux non inertes					
					
					
					
					
					
					
	Déchets dangereux				
					
					
Déchets spécifiques					

Elaborés par la FFB, ces pictogrammes sont téléchargeables sur le site www.dechets-chantier.ffbatiment.fr



ANNEXE 5 : DHOL

**PROTOCOLE DE SÉCURITÉ POUR
LES OPÉRATIONS DE CHARGEMENT
ET DE DÉCHARGEMENT DE MARCHANDISES**

(Art. 4515-1 et suivants du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Site

Nature de l'opération

Type d'opération
ponctuelle ☐ répétitive ☐

Entreprise de transport
Nom

Adresse

Tél.

INDICATIONS FOURNIES PAR LE CLIENT

Consignes de sécurité propres au site et accès aux installations d'hygiène

Lieu de livraison ou de prise en charge

Modalités d'accès et de stationnement

Matériels et engins mis à disposition pour le chargement ou déchargement

Moyens de secours et d'appel en cas d'accident ou incident



INDICATIONS FOURNIES PAR LE LIVREUR

Caractéristiques du véhicule, aménagement et équipements

Nature et conditionnement de la marchandise

Précautions particulières résultant de la nature des produits transportés, notamment celles imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses

Fait à

Pour le client

M.

Signature
et cachet

le

Pour le livreur

M.

Signature
et cachet

ANNEXE 6 : AFFICHE « EN CAS DE FORTE CHALEUR »



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Les bons réflexes par fortes chaleurs



Que risque-t-on au travail ?

Exposé à la chaleur, le corps transpire beaucoup pour se maintenir à la bonne température. Il y a un risque de déshydratation et de coup de chaleur.

Quelles précautions prendre ?

COMMENT AGIR EN TANT QU'EMPLOYEUR ?

- En aménageant si possible les horaires de travail pour éviter les heures les plus chaudes
- En mettant à disposition de l'eau potable à proximité des postes de travail. (bouteilles d'eau individuelles ou point d'eau avec gobelets, régulièrement désinfecté)



Être vigilant pour ses collègues et soi-même.



Protéger sa peau et sa tête du soleil.



Dès que l'on se sent mal, le signaler.

Consultez les recommandations du ministère du Travail et téléchargez le kit de communication : travail-emploi.gouv.fr

En cas de malaise ou de coup de chaleur, alerter un sauveteur secouriste du travail ou appeler le 15.

Pour plus d'informations : 0 800 06 66 66 (appel gratuit)
www.solidarites-sante.gouv.fr • www.inrs.fr • www.meteo.fr • #canicule

© Alexis / C. Maréchal - Réf. DT08-112-BA - 30/05/2022



VAGUE DE CHALEUR : JE ME PRÉPARE ET J'AGIS

EMPLOYEUR

Je me prépare



J'élabore un plan de gestion interne et le document unique d'évaluation des risques (DUR)* et désigne un responsable de la préparation et de la gestion.



Je contrôle les bâtiments et les équipements (stores, aération, pièces rafraîchies, thermomètre...) et recense les postes de travail les plus exposés



J'informe tous les salariés des moyens de prévention et des symptômes d'alerte (déshydratation, coup de chaleur, exposition solaire...)



Je vérifie les réserves d'eau potable, notamment dans le BTP (3L/ Jour/ Travailleur)

J'agis



Je mets à disposition de l'eau potable et fraîche (bouteilles d'eau individuelles ou point d'eau avec gobelets, régulièrement désinfecté)



J'aménage les horaires de travail pour limiter l'exposition à la chaleur



Je m'assure que le port des protections individuelles sont compatibles avec les fortes chaleurs



Je mets à disposition des moyens de protection et/ou de rafraîchissement : locaux rafraîchis ou aménagés (BTP), brumiseurs



Je donne la consigne aux salariés et à leurs encadrants de signaler au responsable de la sécurité toute situation anormale

J'améliore

Au fil des vagues de chaleur, j'évalue et analyse la gestion de l'évènement pour identifier les points faibles et apporter des améliorations au dispositif

Pour plus d'informations :
solidarites-sante.gouv.fr • preventionbtp.fr • inrs.fr

Consultez les recommandations du ministère du Travail
et téléchargez le kit de communication :
travail-emploi.gouv.fr

*Conformément au code du travail, « l'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous les travailleurs ».

30/05/2022